

Le croissancisme : ses limites écologiques, économiques et éthiques

Le croissancisme : ses limites écologiques, économiques et éthiques

Nous avons de nombreux problèmes - pauvreté, chômage, destruction de l'environnement, changement climatique, instabilité financière, etc. - mais une seule solution pour tout, à savoir la croissance économique. Nous pensons que la croissance est la solution gratuite et gagnant-gagnant à tous les problèmes, ou du moins la condition préalable nécessaire à toute solution. C'est le croissancisme. Elle crée maintenant plus de problèmes qu'elle n'en résout.

Un voyage sans retour, pas une économie circulaire

Le processus économique n'est pas un analogue mécanique que l'on peut faire avancer et reculer, ni un processus circulaire qui peut revenir à un état antérieur. Il s'agit plutôt d'un processus irréversible et irrévocable qui va dans le sens de la flèche de l'entropie croissante du temps[1] La finitude et l'entropie garantissent que la vie économique de notre espèce sera un voyage sans retour. Par conséquent, même une économie stationnaire, au sens classique de population constante et de stock de capital constant, est en fin de compte un voyage sans retour, car le flux métabolique de matière et d'énergie nécessaire pour maintenir des stocks constants de personnes et de capital physique, face à la dépréciation et à la mort, est un flux entropique de sources toujours moins concentrées vers des puits toujours plus remplis - et les sources comme les puits sont finis. Par conséquent, la technologie doit évoluer qualitativement pour s'adapter à l'augmentation de l'entropie, à l'épuisement et à la pollution de l'environnement, même dans l'économie stationnaire ou " d'état stable " comme on l'a appelée plus récemment. Par rapport à l'économie de croissance, l'économie en régime permanent est un cheminement plus lent, sans retour sur investissement, qui valorise la longévité avec suffisance, et qui cherche une amélioration qualitative plutôt qu'une augmentation quantitative. Les nombreux avantages d'un voyage plus lent ont été soulignés par John Stuart Mill, le champion de l'état stationnaire classique :[2].

"Je ne sais pas pourquoi il faut se féliciter que des personnes déjà plus riches que quiconque aient doublé leurs moyens de consommer des choses qui ne donnent que peu ou pas de plaisir, si ce n'est en tant que représentants de la richesse...."

"La densité de population nécessaire pour permettre à l'humanité d'obtenir au plus haut degré tous les avantages de la coopération et des rapports sociaux, a été atteinte dans tous les pays les plus peuplés...".

"Il n'est guère nécessaire de remarquer qu'une condition stationnaire du capital et de la population n'implique aucun état stationnaire d'amélioration humaine. Il y aurait plus de place que jamais pour toutes sortes de cultures mentales, de progrès moral et social ; autant de place pour améliorer l'Art de Vivre et beaucoup plus de chances de l'améliorer, lorsque les esprits cesseront d'être absorbés par obtenir plus."

Contrairement à la vision de Mill de l'état stable, la réalité de l'économie croissante d'aujourd'hui est celle d'un dynamisme acharné, d'une adaptation frénétique aux conséquences imprévues, non voulues et incontrôlables d'une croissance maximisée et subventionnée, poussée par des techniques toujours plus perfectionnées et plus dangereuses. Une telle croissance menace maintenant la capacité de la terre à soutenir la vie.

Beaucoup ne se contentent pas d'un voyage plus lent et plus prudent sans retour. Ils veulent une économie dite "circulaire" supposée viable, et continue à croître, en ingérant uniquement ses propres déchets. Ils supposent que ce qu'ils considèrent comme souhaitable doit être possible.

Pour qui a suivi le premier cours d'économie, le terme "économie circulaire",

récemment relancé, évoque le fameux diagramme du flux circulaire des valeurs d'échange entre entreprises et ménages que l'on trouve dans les premières pages des manuels standard.

Ce diagramme montre les biens et les facteurs de production qui circulent en cercle fermé entre les entreprises et les ménages, l'argent circulant dans le sens inverse. L'économie est représentée comme un système isolé - rien n'entre de l'extérieur, rien ne sort vers l'extérieur. Il n'y a pas de ressources naturelles provenant de l'écosphère, pas de déchets qui retournent dans l'écosphère. En effet, il n'y a pas d'écosphère, pas d'environnement contenant et contraignant d'aucune sorte. Cette vision abstraite est utile pour l'étude des échanges (offre, demande, prix et revenu national), mais inutile pour l'étude des coûts environnementaux de la croissance économique car il n'existe pas d'environnement fini pour limiter la croissance.

Cette image n'est cependant pas ce que la plupart des partisans d'aujourd'hui entendent par "économie circulaire", mais elle a un nom similaire de longue date et est une source de confusion. Par "économie circulaire", ils entendent une économie qui recycle dans une large mesure les ressources naturelles matérielles, augmente la durée de vie des produits et utilise principalement des ressources renouvelables - toutes des bonnes mesures, mais destinées à ne pas atteindre leur objectif de "croissance durable". Il aurait mieux valu parler d'une "économie de recyclage" ou d'une économie qui maximise la productivité des ressources naturelles plutôt que la productivité du travail ou du capital. L'amélioration de l'efficacité des ressources est également appelée "découplage", c'est-à-dire la dissociation entre la production de biens et de services et le débit des ressources. A la limite, une économie totalement "découplée" nous ramènerait à la représentation néoclassique circulaire des flux de l'économie en tant que système isolé. C'est pourquoi je préfère éviter cette notion renaissante d'"économie circulaire" et le terme connexe de "découplage" parce qu'ils "surestiment considérablement le degré de séparabilité entre la production et le débit des ressources, encourageant encore davantage la recherche irréaliste d'une "croissance durable" à l'échelle physique du sous-système économique relativement à la biosphère.

L'accent mis sur la circularité jette une ombre profonde sur le fait plus fondamental que le débit métabolique est fondamentalement un flux entropique linéaire à sens unique.

Oui, le flux linéaire global peut contenir d'importants contre-courants et des tourbillons de recyclage, et il est important d'en profiter. Mais la rivière elle-même coule des montagnes vers la mer, et jamais à reculons. Il est vrai que le cycle hydrologique alimenté par le soleil peut faire évaporer l'eau pour la transformer en pluie dans les montagnes, mais cela se produit dans l'écosphère, en dehors de l'économie. Si l'"économie circulaire" repose sur des cycles biophysiques naturels alimentés par le soleil et n'évolue pas au-delà des capacités de régénération et d'absorption de la biosphère qui la contient, alors elle se rapproche d'une économie d'équilibre - pas d'une économie de croissance durable. En plus d'un sous-système circulatoire (reconnu depuis l'analogie des Physiocrates avec la circulation sanguine), l'économie possède également un appareil digestif qui la relie à son environnement aux deux extrémités. Cette deuxième analogie métabolique plus fondamentale a été négligée dans la théorie économique.

Le recyclage est limité, d'abord parce qu'il coûte de l'énergie pour effectuer le recyclage des matériaux ; ensuite parce que l'énergie elle-même n'est pas soumise au recyclage (entropie signifie qu'il faut toujours plus d'énergie pour effectuer le recyclage que la quantité d'énergie recyclée - indépendamment du prix de l'énergie ! L'énergie supplémentaire pour le recyclage nécessite également des outils, des camions, etc. Ainsi, les matériaux peuvent être réduits, mais au prix d'une augmentation du débit d'énergie (et de matériaux), ce qui, après un certain nombre de cycles (combien ?) devient prohibitif, car les matériaux restants sont de plus en plus dispersés. Même les métaux coûteux comme l'or, l'argent et le cuivre ne sont actuellement recyclés qu'à environ un tiers et épuisés aux deux tiers. Les écrivains qui

exposent l'économie circulaire semblent être conscients de ce fait, mais ne lui accordent pas suffisamment d'importance. Il est également important de distinguer le recyclage rapide des matériaux qui est interne au sous-système économique, du recyclage externe à long terme par l'intermédiaire de l'écosphère qui le contient. Si le recours accru aux ressources renouvelables est une bonne caractéristique de l'"économie circulaire", il ne faut pas oublier que, lorsqu'elles sont exploitées au-delà du rendement durable, les ressources renouvelables deviennent effectivement non renouvelables. Il y a toujours une limite d'échelle pour un sous-système économique durable, au-delà de laquelle la croissance, même dans une économie "circulaire", se dégrade et la durabilité exige une économie stable.

La question fondamentale des limites à la croissance sur laquelle le club de Rome a tant insisté au début des années 1970 doit rester à l'avant-plan, le recyclage étant considéré comme un moyen utile de surmonter cette limite, mais non comme un moyen de poursuivre la croissance économique. Bien avant de devenir physiquement impossible, la croissance du sous-système économique devient non rentable en ce sens qu'elle coûte plus cher en termes de services écosystémiques sacrifiés qu'elle ne vaut en termes de production supplémentaire. Que plus riche vaut mieux que pauvre, c'est un truisme. Il n'y a aucun doute là-dessus. Mais la croissance du PIB dans les pays riches nous rend-elle vraiment plus riches si l'on se fie à une mesure inclusive de la richesse ? Telle est la question. Je pense que cela nous appauvrit probablement en augmentant plus vite la "maladie" non mesurée que la richesse mesurée. Même une économie stable peut être trop grosse par rapport à l'écosphère.

L'image néoclassique de l'écoulement circulaire ne peut jamais être trop grande parce qu'il s'agit d'un système isolé. Cependant, les économistes néoclassiques reconnaissent que l'économie peut croître trop vite (sur-allocation des ressources à l'investissement par rapport à la consommation), même si son échelle ne peut jamais être trop grande.

Inévitablement, les économies nationales en croissance atteignent un point où de nombreux citoyens commencent à douter que la croissance vaille le coût d'une adaptation extrêmement rapide à une accélération économique sans retour - cette prétendue croissance économique est devenue en réalité une croissance non économique.

John Stuart Mill l'a reconnu il y a longtemps. Pourquoi ne l'ont-ils pas plus entendu ? Pourquoi la croissance est-elle encore le summum des économistes et des politiciens ? Probablement parce que la croissance est notre substitut au partage comme remède à la pauvreté. Et parce que nos comptes nationaux (PIB) sont incapables même d'enregistrer une croissance non économique parce qu'ils ne comptent que la valeur ajoutée par le travail et le capital, et omettent totalement le coût de l'utilisation de ce à quoi la valeur est ajoutée, à savoir le flux entropique des ressources naturelles, la sève même de la vie et la richesse.

La mondialisation en tant qu'extension du croissancisme

Ceux d'entre nous qui ont l'âge de se souvenir de la guerre froide savent qu'il s'agissait essentiellement d'une lutte entre le socialisme et le capitalisme pour voir qui pouvait croître plus vite, et ainsi accumuler plus de richesse et de puissance militaire. Les spectateurs étaient composé des pays non engagés du monde entier qui devaient adopter le système économique du vainqueur de la course à la croissance. Que s'est-il passé ? Fondamentalement, le socialisme s'est effondré, et le capitalisme a gagné par défaut.

Les perdants (Russie, Chine, Europe de l'Est) sont revenus dans la course à la croissance en adoptant le capitalisme d'Etat, et la Chine est devenue la championne de la croissance.

Le système actuel de croissancisme mondial, dans le mode largement capitaliste, est triomphant. Mais le croissancisme lui-même s'est avéré être un faux dieu parce que la croissance dans notre monde fini et entropique augmente maintenant les coûts écologiques et sociaux plus vite que les bénéfices de production, nous rendant plus pauvres, pas plus riches (à l'exception des quelques pour cent supérieurs). La

reconnaissance de ce renversement est obscurcie par le fait que nos comptes nationaux (PIB) ne soustraient pas les coûts de la croissance, mais les additionnent effectivement en comptant les dépenses engagées pour nous défendre des coûts non soustraits de la croissance. De façon encore plus flagrante, le PIB considère la consommation de capital naturel comme un revenu.

Le croissancisme consomme la capacité de survie de la biosphère au profit d'une petite minorité de la génération actuelle, tout en transférant les coûts réels mais non comptés sur les pauvres, les générations futures et les autres espèces[3].

Alors que les économies nationales sont confrontées à des limites à leurs aspirations de croissance imposées par la capacité de charge de leur territoire et l'étendue de leurs marchés nationaux, elles s'efforcent, par la mondialisation, de se développer dans l'espace écologique et économique de tous les autres pays, ainsi que dans le reste des biens communs mondiaux. Bien que cela offre certainement des degrés supplémentaires de liberté aux nations individuelles pour qu'elles puissent continuer à croître pendant un certain temps, cela ne supprime pas les limites mondiales. Elle garantit simplement que ces limites seront atteintes plus simultanément et moins séquentiellement. Par conséquent, un pays aura moins l'occasion de tirer des leçons de l'expérience des autres pays en matière d'adaptation aux limites.

De plus, la capacité des nations d'adopter des politiques indépendantes pour faire face aux limites est sapée, car le résultat net de la mondialisation est de transformer de nombreux problèmes nationaux difficiles, mais traitables, en un seul problème mondial insoluble, en accélérant et en généralisant le parcours économique sans retour. Dans le même temps, cependant, l'augmentation des coûts de l'énergie fera augmenter le coût du transport, qui fait office de péage général sur le commerce international et favorisera la production nationale et locale, affaiblissant ainsi quelque peu le commerce à longue distance et la mondialisation.

La clé pour comprendre la mondialisation, je crois, est de la distinguer clairement de l'internationalisation :

L'internationalisation renvoie à l'importance croissante des relations entre les nations : commerce international, traités internationaux, alliances, protocoles, etc. L'unité fondamentale de la communauté et de la politique demeure la nation, même si les relations entre les nations et entre les individus de différentes nations deviennent de plus en plus nécessaires et importantes.

La mondialisation fait référence à l'intégration économique mondiale de nombreuses économies autrefois nationales en une seule économie mondiale, par le libre-échange, en particulier par la libre mobilité des capitaux, et plus récemment aussi par une migration facile ou incontrôlée. La mondialisation est l'effacement effectif des frontières nationales à des fins économiques. Les frontières nationales deviennent totalement poreuses aux biens et aux capitaux, et de plus en plus poreuses aux personnes, considérées dans ce contexte comme une main-d'œuvre bon marché, ou dans certains cas comme du capital humain bon marché.

En résumé, la mondialisation est l'intégration économique du globe. Mais qu'est-ce que l'intégration exactement ? Le mot dérive de "entier" (nombre entier), qui signifie un, complet ou tout. L'intégration signifie beaucoup plus que "l'interdépendance" - c'est le fait de combiner des unités distinctes, quoique apparentées, en un seul tout. L'interdépendance est à l'intégration ce que l'amitié est au mariage. Puisqu'il ne peut y avoir qu'un tout, qu'une seule unité par rapport à laquelle les parties sont intégrées, il s'ensuit que l'intégration économique mondiale implique logiquement une désintégration économique nationale - les parties sont arrachées à leur contexte national (désintégrées), vraisemblablement pour être réintégrées dans le nouvel ensemble, l'économie mondialisée. Comme le dit le proverbe, on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs. La désintégration de l'œuf national est nécessaire pour intégrer l'omelette globale. Les avantages de l'intégration mondiale sont vantés tandis que les coûts de la désintégration nationale sont négligés.

Certes, la mondialisation est loin d'être achevée, mais la tendance est bien avancée. Ce que nous avons maintenant, c'est un ensemble d'économies nationales en voie de

désintégration dont les politiques en matière de commerce international, de mobilité des capitaux et de migration sont prises en charge par des sociétés mondiales monopolistiques, des banques internationales géantes et un libre-échange de migration illégale de main-d'œuvre et de capitaux humains bon marché.

Tout ce que je viens de dire a été exprimé avec une clarté, une honnêteté et une brièveté admirables par Renato Ruggiero, ancien directeur général de l'OMC : "Nous n'écrivons plus les règles de l'interaction entre économies nationales distinctes. Nous écrivons la constitution d'une économie mondiale unique "[4] C'est une affirmation claire de la mondialisation et du rejet de l'internationalisation telle qu'elle vient d'être définie. C'est aussi une subversion radicale de la Charte de Bretton Woods. C'est pour l'internationalisation que les institutions de Bretton Woods ont été conçues, et non pour la mondialisation.

Tout le monde reconnaît l'opportunité d'une communauté pour le monde entier - mais nous avons deux modèles très différents de communauté mondiale: (1) une communauté fédérée de véritables communautés nationales (internationalisation), par rapport à (2) une adhésion directe cosmopolite de communauté abstraite mondiale unique (mondialisation).

Si le FMI, la Banque mondiale et l'OMC ne servent plus les intérêts de leurs pays membres conformément à leur charte, de qui servent-ils les intérêts? Les intérêts de "l'économie mondiale" intégrée, nous dit-on. Mais quelle réalité concrète se cache derrière cette grande abstraction ? Ce ne sont pas des réels travailleurs individuels, des paysans ou des petits entrepreneurs, mais plutôt des pseudo-individus géants, les sociétés transnationales.

Conséquences de la mondialisation axée sur la croissance

Considérons quelques conséquences de la mondialisation, de l'effacement des frontières nationales à des fins économiques, qui modifient les schémas. En bref, elles comprennent : (1) normes - réduire la concurrence pour externaliser les coûts sociaux et environnementaux afin d'obtenir un avantage concurrentiel sur les prix - course vers le bas en termes d'efficacité dans la comptabilisation des coûts et d'équité dans la distribution des revenus ; (2) tolérance accrue des fusions et pouvoir monopolistique sur les marchés intérieurs afin d'être suffisamment grands pour être compétitifs sur le plan international ; (3) spécialisation nationale (régionale) plus intense selon les exigences de l'avantage concurrentiel, ce qui a pour conséquence de réduire la gamme des moyens de gagner sa vie et une dépendance croissante envers les autres pays. Le libre-échange et la spécialisation intense nient la liberté de ne pas commercer ; (4) l'application à l'échelle mondiale d'une doctrine confuse et intéressée des " droits de propriété intellectuelle liés au commerce " en contradiction directe avec le dicton de Thomas Jefferson selon lequel " le savoir est la propriété commune de l'humanité ". Examinons chacun d'eux un peu plus en détail.

1- Des normes qui réduisent la concurrence

Le pays qui précarise le plus le travail en supprimant tous les coûts sociaux et environnementaux de la production pour des prix faibles obtient un avantage concurrentiel dans le commerce international. Une plus grande partie de la production mondiale se déplace vers les pays qui font la moindre prise en compte des coûts - une recette sûre pour réduire l'efficacité de la production mondiale. A mesure que les coûts externalisés non comptés augmentent, la corrélation positive entre la croissance du PIB et le bien-être disparaît, voire devient négative.

[L'inégalité croissante](#) dans la répartition des revenus dans les pays à hauts salaires, tels que les États-Unis, favorisée par la mondialisation, est une autre dimension de la course vers le bas. Aux États-Unis, un contrat social implicite a été établi pour atténuer le conflit industriel entre le travail et le capital. Plus précisément, une juste répartition des revenus entre le travail et le capital a été considérée comme étant plus équitable aux États-Unis que dans le reste du monde. L'intégration mondiale des marchés abroge nécessairement ce contrat social. Les salaires américains vont chuter radicalement parce que la main-d'œuvre est relativement beaucoup plus abondante à l'échelle mondiale qu'à l'échelle nationale. Cela signifie également que les

rendements du capital augmenteront aux États-Unis parce que le capital est relativement plus rare à l'échelle mondiale qu'à l'échelle nationale. La distribution américaine des revenus tend alors vers une distribution globale plus inégale, rompant ainsi le contrat social implicite.

Le libre-échange et, par extension, la mondialisation sont souvent défendus en faisant appel à l'avantage comparatif ricardien. La logique de l'avantage comparatif suppose que les facteurs de production, en particulier le capital, sont immobiles entre les nations. Seuls les produits font l'objet d'échanges commerciaux[5] La mobilité des capitaux étant désormais la principale caractéristique qui définit la mondialisation, nous avons quitté le monde de l'avantage comparatif pour entrer dans un régime d'avantage absolu, qui garantit les gains du commerce pour le monde entier, mais ne garantit pas que chaque nation partage ces gains, comme ce fut le cas pour les avantages comparatifs. Les gains globaux sous l'avantage absolu sont théoriquement plus importants que sous l'avantage comparatif, mais il n'y a aucune raison de s'attendre à ce que ces gains soient partagés par tous les partenaires commerciaux. Le gain mutuel pourrait être rétabli sous l'avantage absolu en redistribuant une partie des gains mondiaux tirés du commerce. Mais je n'ai jamais entendu parler de cette idée par les défenseurs de la mondialisation. Souvent, ils font appel, de façon assez illogique, à la doctrine de l'avantage comparatif comme garantie d'un avantage mutuel, oubliant commodément que la logique de l'avantage comparatif exige un capital immobile, et que le capital n'est pas immobile[6] En effet, certains plaident même pour la libre mobilité des capitaux par extension de l'avantage comparatif - si le libre-échange des marchandises est mutuellement bénéfique, pourquoi ne pas également avoir le libre-échange des capitaux ? Cependant, on ne peut pas utiliser la conclusion d'un argument pour abolir l'une des prémisses sur lesquelles l'argument est fondé ! Des arguments illogiques similaires sont avancés pour défendre la libre mobilité de la main-d'œuvre entre les nations.

2 - Tolérance du pouvoir des entreprises

La promotion d'un avantage concurrentiel mondial sert de prétexte pour tolérer les fusions d'entreprises et les monopoles sur les marchés nationaux, de sorte que les entreprises nationales soient suffisamment grandes pour soutenir la concurrence mondiale (nous dépendons maintenant du commerce international comme substitut à la rupture de confiance nationale pour préserver la concurrence). Il est ironique que cela se fasse au nom de la déréglementation et du libre marché. Ronald Coase, économiste de l'école de Chicago et lauréat du prix Nobel, a déclaré : " Les entreprises sont des îlots de planification centrale dans une mer de relations commerciales "[7] Les îlots de planification centrale deviennent de plus en plus grands par rapport à la mer restante de relations commerciales à la suite de la fusion. De plus en plus de ressources sont allouées par la planification centrale au sein de l'entreprise, et de moins en moins par des relations de marché entre entreprises. Et c'est salué comme une victoire pour les marchés ! Ce n'est pas le cas. C'est une victoire pour les entreprises par rapport aux gouvernements nationaux, qui ne sont plus assez forts pour réglementer le capital des entreprises et maintenir des marchés concurrentiels dans l'intérêt public. Des 100 plus grandes organisations économiques, environ 52 sont des entreprises et 48 sont des nations. Environ un tiers du commerce qui traverse les frontières nationales ne traverse pas les frontières d'une entreprise, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un transfert intra-entreprise et non marchand. La répartition des revenus au sein de ces sociétés de planification centralisée est devenue beaucoup plus concentrée. Le rapport entre le salaire du chef de la direction et celui des employés au bas de l'échelle a dépassé les 500 en route vers l'infini - à quoi d'autre pouvons-nous nous attendre lorsque les planificateurs centraux fixent leurs propres salaires !

3- Spécialisation intensifiée

Le libre-échange et la libre mobilité des capitaux augmentent les pressions en faveur de la spécialisation en fonction de l'avantage comparatif et de l'avantage absolu. Par conséquent, l'éventail des moyens de gagner sa vie se rétrécit considérablement. En Uruguay, par exemple, tout le monde devrait être soit un berger, soit un cow-boy,

conformément à la spécialisation dictée par l'avantage concurrentiel sur le marché mondial. Tout le reste devrait être importé en échange de bœuf, de mouton, de laine et de cuir. Tout Uruguayen qui veut être musicien dans un orchestre symphonique ou devenir pilote de ligne devrait émigrer. Les Uruguayens ont résisté avec raison à cette spécialisation excessive.

La plupart des gens tirent autant de satisfaction de la façon dont ils gagnent leur revenu que de la façon dont ils le dépensent. Le rétrécissement de cette gamme de choix est une perte de bien-être non comptabilisée par les théoriciens du commerce. La mondialisation suppose soit que émigration et immigration sont sans coût, soit qu'il n'en coûte rien de réduire l'éventail des choix professionnels au sein d'un pays. Ces deux hypothèses sont fausses.

Alors que les théoriciens du commerce ne tiennent pas compte de l'éventail de choix pour gagner un revenu, l'éventail de choix pour dépenser son revenu fait l'objet d'une attention exagérée. Par exemple, les États-Unis importent des biscuits au beurre danois et le Danemark importe des biscuits au beurre américains. Les biscuits se croisent quelque part au-dessus de l'Atlantique Nord. Bien que les gains découlant du commerce de ces produits semblables ne puissent être importants, les théoriciens du commerce insistent sur le fait que l'élargissement de l'éventail des choix des consommateurs jusqu'à la limite augmente le bien-être des connaisseurs de biscuits. Peut-être, mais ces gains ne pourraient-ils pas être obtenus à moindre coût en échangeant simplement des recettes ? On pourrait le croire, mais les recettes (les droits de propriété intellectuelle liés au commerce) sont ce que le libre-échange veut le plus protéger.

4- Les incohérences de la propriété intellectuelle

De toutes les choses, la connaissance est celle qu'il faut partager le plus librement, parce qu'en la partageant, elle se multiplie au lieu de se diviser. Le savoir est un bien non rivale et ne devrait pas non plus être exclu. Pourtant, comme nous l'avons déjà noté, nos théoriciens du commerce ont rejeté le dicton de Thomas Jefferson selon lequel " le savoir est la propriété commune de l'humanité " en échange d'une doctrine confuse des " droits de propriété intellectuelle liés au commerce " par laquelle ils sont prêts à accorder aux sociétés privées la propriété monopolistique du fondement même du vivant - les brevets sur les semences (dont le brevet protège, le gène terminator niant la vie) et la connaissance des structures génétiques fondamentales. L'argument avancé à l'appui de cette limitation de la propriété du savoir est que, à moins que nous ne fournissions l'incitation économique de la propriété monopolistique pendant une période de temps significative, peu de nouvelles connaissances et d'innovations seront disponibles. Pourtant, à ma connaissance, James Watson et Francis Crick, qui ont découvert la structure de l'ADN, ne participent pas aux redevances de brevet perçues par les jockeys de deuxième ordre qui profitent de leur découverte monumentale. Bien sûr, Gregor Mendel n'a pas non plus reçu de royalties - mais c'était alors un moine motivé par la simple curiosité de savoir comment la Création fonctionne ! Jonas Salk n'a pas non plus essayé de breveter le vaccin contre la polio. Il pensait que ce serait comme essayer de breveter le soleil.

Une fois que le savoir existe, son prix d'allocation approprié est le coût d'opportunité marginal de son partage, qui est proche de zéro, puisque rien n'est perdu en le partageant. Oui, bien sûr, vous perdez le monopole du savoir, mais les économistes ont toujours soutenu que le monopole est inefficace et injuste parce qu'il crée une pénurie artificielle de l'élément monopolisé. En outre, le principal intrant de la production de nouvelles connaissances est le savoir existant, et le maintien d'un coût artificiel pour ce dernier ne peut que ralentir la production du premier.

Bien sûr, le coût de production des nouvelles connaissances n'est pas nul, même si le coût de leur partage l'est. Cela permet aux entreprises de biotechnologie de prétendre qu'elles méritent un monopole de quinze ou vingt ans pour les dépenses qu'elles engagent en recherche et développement, même si elles dépensent plus en publicité qu'en recherche.

Bien sûr, ils méritent un profit sur leurs efforts, mais pas sur la contribution de Watson et Crick sans laquelle ils ne pourraient rien faire, ni sur les contributions de Gregor Mendel et de tous les grands scientifiques du passé qui ont fait les découvertes fondamentales[8] Comme l'a souligné Joseph Schumpeter, être le premier avec une innovation donne déjà un monopole temporaire. Selon lui, ces monopoles temporaires récurrents étaient la source de profits dans une économie concurrentielle dont la tendance théorique est de concurrencer les profits excédentaires jusqu'à zéro.

Comme le grand économiste suisse Sismondi l'affirmait il y a longtemps, toutes les nouvelles connaissances ne sont pas bénéfiques pour l'humanité. Nous avons besoin d'un filtre social et éthique pour sélectionner les connaissances bénéfiques. Motiver la recherche du savoir dans le but de profiter à l'humanité plutôt que d'obtenir un profit monopolistique constitue un meilleur filtre. La plus grande vertu de l'économie stable est peut-être que, parce qu'il s'agit d'un voyage lent plutôt que rapide sans retour, nous aurions le temps d'évaluer et d'expérimenter de nouvelles technologies, plutôt que d'accepter aveuglément quoi que ce soit afin d'empêcher la croissance de ralentir.

Cela ne veut pas dire que nous devrions abolir tous les droits de propriété intellectuelle - cela créerait plus de problèmes qu'il n'en résoudrait. Mais nous devrions certainement commencer à restreindre le domaine et la durée des monopoles de brevets plutôt que de les augmenter si rapidement et si imprudemment. Et nous devrions devenir beaucoup plus disposés à partager nos connaissances. Le partage des connaissances augmente la productivité de l'ensemble du travail, du capital et des ressources. L'aide internationale au développement devrait consister beaucoup plus en connaissances librement partagées et beaucoup moins en investissements étrangers et en prêts portant intérêt.

John Maynard Keynes, l'un des fondateurs des institutions de Bretton Woods récemment subverties, a recommandé le modèle suivant pour notre économie internationale :

"Je sympathise donc avec ceux qui réduiraient au minimum, plutôt qu'avec ceux qui maximiseraient, l'enchevêtrement économique entre les nations. Les idées, les connaissances, l'art, l'hospitalité, les voyages - ce sont là des choses qui, de par leur nature, devraient être internationales. Mais que les biens soient fabriqués à la maison chaque fois que cela est raisonnablement et commodément possible ; et, surtout, que la finance soit avant tout nationale"[9].

Une mondialisation axée sur la croissance maximisera l'enchevêtrement économique entre les nations à la recherche de l'avantage commercial, du pouvoir monopolistique, de la privatisation des biens communs restants, en particulier du savoir, et de la concentration extrême du revenu. Tels sont les modèles que le croissancisme défend dans le cadre de la mondialisation. La mondialisation n'est pas la réalisation de la communauté mondiale. Il s'agit plutôt d'individualisme écrit en grand - le féodalisme d'entreprise dans un espace public mondial d'accès libre.

Sur l'importance des frontières dans la vie et la logique

John Lennon nous a demandé d'imaginer un monde sans frontières, en chantant avec nostalgie "imagine there's no countries", et nous savons tous ce qu'il voulait dire - un monde de solidarité humaine, de paix et de coopération. Les conflits et les guerres impliquent généralement des conflits frontaliers. Alors pourquoi ne pas simplement se débarrasser de ces limites gênantes ? Que la mondialisation - commerce déréglementé, mobilité des capitaux et migration - ne leur accorde à chacun que l'adjectif «libre» plutôt que «déréglementé».

Les économistes néoclassiques nous assurent que cela mènera à la paix et à la prospérité parmi des individus rationnels qui maximisent l'utilité, gouvernés au minimum par une démocratie mondiale bienveillante, dédiée aux valeurs postmodernes du matérialisme scientifique, éloquentement communiquées en espéranto. Cette vision a de sérieux attraits pour beaucoup, mais pas tant pour moi, comme le lecteur l'aura deviné.

Des frontières économiques et politiques sont nécessaires pour réaliser à la fois une communauté nationale et une fédération mondiale de communautés nationales vivant dans la paix et la durabilité écologique. Les frontières sont à la fois biologiquement et logiquement nécessaires. La peau et les membranes sont des frontières organiques. La peau intérieure par opposition à la peau extérieure est une condition limite de base pour la vie. La limite de la peau doit être perméable, mais pas trop perméable. Si rien n'entre ou ne sort de l'organisme, il mourra bientôt. Si tout entre et sort, alors l'organisme est déjà mort et en décomposition. La vie exige des limites qui ne sont ni complètement fermées ni complètement ouvertes. Les frontières d'une nation sont à bien des égards très différentes de la peau d'un organisme, mais ni l'une ni l'autre ne permet une fermeture complète ou une ouverture complète.

Les deux doivent être qualitativement et quantitativement sélectifs dans ce qu'elles admettent et expulsent, si leur existence séparée doit se poursuivre plutôt que d'être dissoute dans un équilibre entropique avec son environnement.

Logiquement, les frontières impliquent à la fois l'inclusion et l'exclusion. Un monde sans frontières comprend tout et est donc souvent considéré comme chaleureux et amical.

Mais "tout" doit inclure le froid et l'hostilité, sinon ce n'est pas tout. De plus, sans frontières, B peut être à la fois A et non A, ce qui rend impossible la définition, la contradiction et le raisonnement analytique. Ainsi, la vie et la pensée logique exigent toutes deux des limites.

Si "un monde sans frontières" peut être l'expression poétique d'une unité souhaitée, et s'il est possible de raisonner dialectiquement avec des frontières qui se chevauchent, il est illusoire de penser que des frontières ne sont pas nécessaires. Il est compréhensible, mais ironique, que la frontière la plus fondamentale et la plus dramatique de toutes - celle qui sépare la terre de l'espace extra-atmosphérique - qui ressort clairement de la photo emblématique de la terre de la lune - semble avoir conduit à une réaction contre le concept même de frontières sur notre planète sphérique, car elle est si manifestement une chose entière et unie. Pourtant, cette belle et puissante vision de l'unité globale cache un monde de diversité et de différence. Et nous vivons sur la terre, dans cette diversité vivante complexe, et non sur la lune morte, sans avoir besoin de frontières qui définissent la vie.

Le mal des nations et la faiblesse des politiques

Nos problèmes économiques traditionnels (pauvreté, surpopulation, chômage, répartition injuste) ont tous été considérés comme ayant une solution commune, à savoir une augmentation de la richesse. Tous les problèmes sont plus faciles si nous sommes plus riches. La croissance économique, généralement mesurée par le PIB, a été considérée comme le meilleur moyen de s'enrichir. Je ne mets pas ici en question la première proposition selon laquelle plus riche vaut mieux que plus pauvre, toutes choses égales par ailleurs. Mais je me demande si ce que nous appelons de manière convaincante "croissance économique" ne nous enrichit plus. Je suggère que la croissance physique du débit augmente, à la marge actuelle et dans son ensemble, plus rapidement que la richesse, nous rendant ainsi plus pauvres que plus riches. Par conséquent, nos problèmes économiques traditionnels deviennent plus difficiles avec la poursuite de la croissance. La corrélation entre la croissance du débit et la croissance du PIB est historiquement suffisamment forte pour qu'en l'absence de politiques compensatoires, la croissance du PIB augmente même plus vite que la richesse.

Ce que nous appelons traditionnellement «croissance économique» au sens de «croissance de l'économie» est ironiquement devenu une «croissance non économique» au sens littéral d'une croissance qui augmente les coûts plus que les bénéfices. Je pense ici au Nord plutôt qu'au Sud, car dans de nombreux pays pauvres où la majorité a un niveau de vie proche de la subsistance, les avantages de la croissance de la production, même mal répartis, impliquent des coûts élevés. Mais comme le Sud s'efforce, avec les encouragements du FMI et de la Banque mondiale,

de devenir comme le Nord, je ne néglige pas vraiment le Sud en me concentrant sur le Nord, mais plutôt en mettant en garde le Sud.

On se demandera sûrement : "Comment puis-je savoir que la croissance n'est plus rentable pour de nombreux pays du Nord ?" Certaines preuves empiriques sont citées ci-dessous[10] Mais le plus convaincant pour moi est le simple argument selon lequel, à mesure que l'échelle du sous-système humain (l'économie) s'étend par rapport aux dimensions fixes de l'écosphère qui contient et soutient l'écosystème, nous empiétons nécessairement sur ce système et devons payer le coût des pertes des services rendus par les écosystèmes, car nous bénéficions des avantages supplémentaires de l'expansion de la taille de l'humanité. En tant qu'êtres rationnels, nous satisfaisons sans doute d'abord nos besoins les plus pressants, de sorte que chaque augmentation d'échelle produit un bénéfice marginal décroissant.

De même, nous séquencerions probablement nos prises de contrôle de l'écosystème de manière à sacrifier d'abord les services naturels les moins importants. De toute évidence, nous n'avons pas encore commencé à le faire parce que nous venons tout juste de nous apercevoir que les services naturels sont rares. Mais laissez-moi vous dire que nous avons la capacité d'apprendre. Néanmoins, cela signifie que l'augmentation des coûts marginaux et la diminution des avantages marginaux accompagneront l'augmentation de la taille de l'humanité. La taille optimale, du point de vue humain, se produit lorsque le coût marginal est égal à l'avantage marginal. Au-delà de ce point, la croissance devient non rentable au sens littéral du terme, c'est-à-dire qu'elle coûte plus cher qu'elle n'en vaut la peine.

Il est intéressant de savoir empiriquement si nous en sommes arrivés là (je pense que nous l'avons fait, à l'échelle mondiale et dans de nombreux pays), mais même si ce n'est pas le cas, il est évident que la croissance continue d'un sous-système dépendant par rapport à un système global fini et durable atteindra inévitablement aussi une taille optimale. Si nous ajoutons à la limite de finitude du système total les limites supplémentaires de l'entropie et la complexité de l'interdépendance écologique, il est clair que l'échelle optimale sera atteinte plus tôt que plus tard. En outre, si nous élargissons notre vision anthropocentrique de l'échelle optimale à une vision plus biocentrique, c'est-à-dire une vision qui attribue non seulement une valeur d'usage mais aussi intrinsèque aux autres espèces, il est clair que l'échelle de la présence humaine devrait être davantage limitée par le devoir de réserver une place au soleil aux autres espèces, même au-delà de ce pour quoi elles nous "paient" en valeur d'usage. Et bien sûr, l'idée même de "durabilité" est que l'échelle optimale doit exister pendant très longtemps, et pas seulement pour quelques générations. Il est clair qu'une échelle durable sera plus petite qu'une échelle insoutenable. Pour toutes ces raisons, je pense qu'à des fins politiques, nous n'avons pas besoin de mesures empiriques exactes de l'échelle optimale. Si l'on saute d'un avion, il peut être plaisant d'avoir un altimètre, mais ce dont on a vraiment besoin est un parachute.

Alors, quelles politiques constituent un parachute ? En bref, il s'agit de politiques qui limitent le débit global, tout en permettant au marché de répartir ce débit limité - en supposant que le marché soit concurrentiel et limité à un certain degré d'inégalité dans la distribution de la richesse et du revenu. De tels instruments de politique évoluent actuellement - par exemple, les systèmes de plafonnement et d'échange pour les droits d'extraction, les droits d'émission de polluants, les droits de pêche, etc. De plus, la réforme fiscale écologique limite le débit en le rendant plus coûteux. Elle déplace l'assiette fiscale de la valeur ajoutée (quelque chose dont nous voulons plus) vers "ce à quoi la valeur ajoutée est ajoutée", à savoir le débit des ressources (quelque chose que nous voulons utiliser moins). De différentes manières, chacun des "parachutes" susmentionnés limiterait le débit et l'expansion de l'échelle de l'économie dans l'écosystème, et fournirait également des recettes publiques. Je ne parlerai pas de leurs mérites relatifs, qui ont trait aux interventions de prix par rapport à la quantité sur le marché, mais plutôt de l'avantage qu'ils ont tous deux sur la stratégie actuellement privilégiée. La stratégie actuellement privilégiée pourrait s'appeler "l'efficacité d'abord", par opposition au principe de "frugalité d'abord" qui

s'incarne dans les deux mécanismes de limitation du débit mentionnés ci-dessus, mais de manière plus rigoureuse dans le second.

“L'efficacité d'abord” semble une bonne idée, surtout lorsqu'on parle de stratégies “gagnant-gagnant” ou, de façon plus pittoresque, de “cueillette des fruits à portée de la main”. Mais le problème de “l'efficacité d'abord” est avec ce qui vient en second. Une amélioration de l'efficacité en soi équivaut à une plus grande quantité du facteur dont l'efficacité a augmenté. Le prix de ce facteur diminuera. D'autres usages du facteur maintenant moins cher seront trouvées. Nous pourrions finir par consommer plus de ressources qu'auparavant, quoique plus efficacement. L'échelle continue de croître. C'est ce qu'on appelle parfois “le paradoxe de Jevons”. Une politique de “frugalité d'abord” induit cependant l'efficacité comme conséquence secondaire ; “l'efficacité d'abord” n'induit pas la frugalité - elle rend la frugalité moins nécessaire, ni ne donne lieu à une rente de rareté qui peut être saisie et redistribuée par des taxes ou des enchères.

Jusqu'à présent, j'ai brièvement décrit ce que je considère comme le problème du “mal des nations” (excuses à Adam Smith et à John Ruskin), et j'ai indiqué quelques orientations politiques pour éviter la croissance non économique qui augmente le mal plus vite que la richesse. Ces points de vue ne sont pas bien accueillis par les économistes du courant dominant. Les concepts de débit, d'entropie, et même d'échelle optimale de la macroéconomie leur sont étrangers. Cette dernière est d'autant plus étrange qu'en microéconomie, le concept de l'échelle optimale de chaque micro-activité est central. Pourtant, la somme de toutes les micro-activités, la macroéconomie, n'est pas considérée comme ayant une échelle optimale par rapport à l'écosystème qui la soutient. C'est probablement parce que les macroéconomistes considèrent la macroéconomie comme un tout, et non comme une partie d'un tout. Pour eux, la nature n'est pas une enveloppe protectrice, mais seulement un secteur de la macroéconomie - mines, puits, terres cultivées, pâturages et pêcheries. Quand le Tout grandit, il s'étend dans le Vide, n'empiétant sur rien et n'engendrant aucun coût d'usage. Mais bien sûr, l'économie réelle est une partie et elle ne se développe pas dans le Vide, mais dans le reste de la biosphère, et elle engendre vraiment des coûts d'usage. J'ai longtemps considéré cette différence entre le Tout et la Pièce comme le reflet de visions pré-analytiques différentes (Schumpeter) ou de paradigmes différents (Kuhn). Différentes visions pré-analytiques ne peuvent évidemment pas être conciliées par une analyse plus approfondie, et elles ont des implications politiques différentes.

Pré-supposés de la politique

Même si nous pouvions nous mettre d'accord sur la bonne vision pré-analytique de la manière dont le monde est fondamentalement le monde, serions-nous alors capables d'adopter et de suivre des politiques efficaces ? Jusqu'à présent, notre capacité à mettre en œuvre des politiques de “frugalité d'abord” semble très faible. En effet, même les politiques qui privilégient l'efficacité restent réticentes. Focalisons donc notre attention vers la question de la politique en général, et de l'insouciance politique en particulier.

Quels sont les pré-supposés que nous devons établir avant de pouvoir discuter raisonnablement et sérieusement d'une politique, quelle qu'elle soit ?

Il y en a deux que je peux voir.

Premièrement, nous devons croire qu'il existe de réelles alternatives parmi lesquelles choisir. S'il n'y a pas d'alternatives, si tout est déterminé, alors il n'est guère logique de discuter de la politique qui sera, sera. Pas d'options, pas de responsabilités, pas besoin de réfléchir.

Deuxièmement, même s'il existait de véritables solutions de rechange, le dialogue sur les politiques n'aurait toujours aucun sens à moins qu'il n'y ait un véritable critère de valeur qui permette de choisir parmi les solutions de rechange. À moins de pouvoir distinguer mieux des états les plus dégradés du monde, il n'a aucun sens de tenter d'atteindre un état du monde plutôt qu'un autre. Pas de critère de valeur, pas de responsabilité, pas besoin de réfléchir.

En résumé, une politique sérieuse doit présupposer : (1) que le monde n'est pas totalement déterminé, qu'il y a un élément de liberté qui nous offre de réelles alternatives ; et (2) que le non-nihilisme - qu'il existe un critère réel de valeur pour guider nos choix, aussi vague que nous puissions le percevoir.

Certes, toutes les alternatives imaginables ne sont pas des alternatives réelles. Beaucoup de choses sont vraiment impossibles. Mais le nombre de possibilités viables permises par les lois physiques et l'histoire passée est rarement réduit à une seule. Par nos choix, nos valeurs et nos buts, nous attirons le monde physique dans une direction plutôt que dans l'autre. Le but est indépendamment causatif dans le monde. (Le but incite indépendamment de la cause à se produire ?)

Cela semble assez évident de bon sens - alors à quoi bon l'affirmer ? Le fait est que de nombreux membres de l'intelligentsia nient l'une ou l'autre de ces présupposés, ou les deux, tout en souhaitant engager un dialogue politique. Je ne veux pas dire que nous ne sommes pas d'accord sur ce que sont exactement nos alternatives dans un cas particulier, ou sur ce que notre critère de valeur implique pour un cas concret. Cela fait partie du dialogue politique raisonnable. Je veux dire que les déterministes qui nient l'existence effective d'alternatives, et les nihilistes ou relativistes qui nient l'existence d'une valeur au-delà du niveau des goûts personnels subjectifs, n'ont aucun droit d'engager un dialogue politique - et pourtant ils le font ! C'est l'invitation cordiale que je leur adresse pour qu'ils se taisent, du moins en ce qui concerne la politique.

Qui sont ces gens ? Dans les sciences, je pense aux néo-Darwinistes et aux sociobiologistes matérialistes ; dans les sciences humaines, aux déconstructivistes postmodernes ; et dans les sciences sociales, aux économistes qui réduisent la valeur à des goûts individuels subjectifs dont l'un est aussi bon que l'autre.

Personne ne peut, en pratique, vivre selon la croyance du déterminisme ou du nihilisme. En ce sens, personne ne les prend au sérieux, de sorte que nous avons tendance à négliger tout effet de ces doctrines sur la politique. Nous avons tendance à les rejeter comme des postures académiques. Cependant, nous pouvons soupçonner à mi-chemin que les nombreuses personnes érudites qui proclament publiquement ces points de vue souvent sans opposition pourraient avoir raison - et c'est parfois suffisant pour affaiblir la politique. Par exemple, beaucoup de gens me disent que la mondialisation est inévitable ; toute tentative de contrer l'intégration économique mondiale est futile, ou "du mauvais côté de l'histoire", etc.

Si je parviens à les convaincre que la mondialisation est le résultat de choix politiques passés et qu'elle n'est donc peut-être pas inévitable, la prochaine ligne de défense est la suivante : comment pouvons-nous savoir si la mondialisation sera pire que l'alternative ? Nous ne pouvons pas le dire, nous ne savons pas vraiment que la mondialisation ne sera pas bonne pour nous (parce que nous ne savons pas ce qui est bon en premier lieu), donc il est inutile de s'y opposer. Soit c'est inévitable, soit, dans le cas contraire, nous ne pouvons avoir aucune raison de croire qu'une autre solution serait préférable. Oublie la politique, rends-toi.

Peut-être puis-je clarifier ce point controversé en distinguant quatre catégories en fonction de l'acceptation ou de la non-acceptation de chacun des deux présupposés identifiés.

1. La vision judéo-chrétienne traditionnelle - il existe de réelles alternatives parmi lesquelles choisir par référence à des critères objectifs de valeur.

2. Choix sans critère - les alternatives sont des options réelles, mais il n'y a pas de critère objectif pour choisir parmi elles. (angoisse existentialiste)

3. Déterminisme providentiel - il n'y a pas d'options réelles, mais il y a un critère objectif de valeur pour choisir, si seulement nous avons le choix. Heureusement, la providence a choisi pour nous selon le critère objectif, que nous ne serions pas assez sages ou assez bons pour avoir suivi par nous-mêmes. (Prédestination théologique ; providentialisme technologique)

4. Déterminisme sans critère - il n'y a pas d'alternatives réelles parmi lesquelles choisir, et même s'il y en avait, il n'y a pas de critère objectif de valeur pour faire un choix. Tout est mécanisme - variation aléatoire et sélection naturelle, comme le prétendent les matérialistes néodarwinistes.

Les personnes engagées dans la politique, tout en conservant leurs positions (2), (3) ou (4), sont aux prises avec une incohérence grave et débilitante. Leur participation au dialogue sur les politiques devrait faire l'objet d'une injonction de "préclusion" - une restriction juridique visant à empêcher les témoins de contredire leur propre témoignage. Il devrait s'appliquer aussi bien dans le milieu universitaire que dans les salles d'audience !

Pour éviter la croissance non rentable qui aggrave la maladie des nations, il faudra une politique claire et énergique pour limiter la croissance. Toute politique, en particulier une politique aussi radicale, exige de croire à la fois en une valeur objective et en des alternatives réelles. Le fait que de nombreuses personnes engagées dans la discussion et l'élaboration de politiques rejettent l'une ou l'autre de ces présupposés, ou les deux, est, selon A. N. Whitehead, une contradiction à la base de la vision du monde moderne qui affaiblit la pensée et rend l'action inefficace. Si nous croyons même à mi-chemin que ce but est une illusion que nos gènes nous ont imposée pour nous rendre plus efficaces en matière de procréation, ou qu'un état du monde est, pour autant que nous puissions en juger, aussi bon qu'un autre, alors il est difficile de prendre la politique au sérieux[11]. Whitehead a noté, "Les scientifiques animés par le but de prouver qu'ils sont sans but constituent un sujet d'étude intéressant". Il poursuivait en disant : "Il n'est pas populaire de s'attarder sur la contradiction absolue qui est en jeu ici".

85 ans plus tard, je pense qu'il est grand temps d'insister sur cette contradiction absolue. Nous payons pour avoir ignoré les contradictions - dans ce cas, le prix est la faiblesse de l'objectif et le manque de conviction politique. Les citoyens doivent vraiment affirmer que le monde offre plus d'une possibilité de choix et que certains choix sont vraiment meilleurs que d'autres. Les déterministes et les nihilistes ont le droit d'exister, mais l'obligation de garder le silence politique !

Cette négligence délibérée a permis à l'incohérence latente de se métastaser dans la moelle de la modernité. Le Siècle des Lumières, avec son rejet de la téléologie, a certainement illuminé quelques recoins cachés de la superstition dans ce qu'on a appelé le Moyen Âge des ténèbres. Mais l'angle de sa lumière froide a aussi projeté une ombre profonde dans le monde moderne, obscurcissant la réalité du dessein. Pour conserver la Création, nous devons d'abord nous réapproprier le but de cette obscurité. Je dis Création avec un "C" majuscule à bon escient, et certainement pas en reniant les faits établis de l'évolution. Si notre monde et nos vies ne sont pas en quelque sorte une Création, mais juste une coïncidence sans but - un hasard statistique aléatoire de multiplier des probabilités infinitésimales par un nombre infini d'épreuves - alors il est difficile de voir d'où nous viendrons la volonté et l'inspiration pour nous en occuper.

En effet, nos élites décisionnelles peuvent déjà tacitement comprendre que la croissance n'est plus rentable. Mais apparemment, ils ont également trouvé le moyen de conserver les avantages qui s'amenuisent, tout en "partageant" les coûts supplémentaires qui explosent avec les pauvres, l'avenir et d'autres espèces. Pourquoi pas, si tout cela n'est qu'un hasard inutile ? Les médias d'élite, les groupes de réflexion financés par les entreprises, les économistes de haut niveau et la Banque mondiale - sans parler de Goldman-Sachs et de Wall Street - chantent tous des hymnes à la croissance en harmonie avec les intérêts et la cupidité de la classe. Le public est emboîné par d'obscures techniques et par la fausse promesse de la croissance qu'un jour nous serons tous riches. La confusion intellectuelle est réelle, mais le nihilisme moral, encouragé par le scientisme naturaliste, est le problème le plus fondamental. Un tel nihilisme est difficile à contrer sans faire appel à l'idée de but, de telos, et sans soulever ses implications cosmiques et religieuses. De

nombreuses politiques sont proposées. Mais tant que les présupposés de la politique ne seront pas remplis, elles ne resteront que des exercices académiques.

(publié par J-Pierre Dieterlen)

[1] Nicholas Georgescu-Roegen (1972) *The Entropy Law and the Economic Process*, Harvard University Press.

[2] John Stuart Mill (1857) *Principles of Political Economy*, vol. 2 (London: John W. Parker), pp. 320-326, with omissions.

[4] From a speech to the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) October, 1996.

[5] For a discussion see Chapter 18 in H. Daly and J. Farley (2011) *Ecological Economics*, Second Edition, Island Press, Washington D. C.

[6] To be clear, this refers primarily to the financial sense of capital; capital in the sense of already existing produced means of production can be highly immobile and is often destroyed by mobile “capital” (as the problems of the American rustbelt illustrate).

[7] Ronald Coase (1937) “The Nature of the Firm”, *Economica*, 4(16), pp. 386-405.

[8] Similarly, it radically under-estimates the role of the state; its many contributions become invisible in much of mainstream economic theory; see the *Real-World Economics Review* special issue number 84: “The public economy and a new public economics” <http://www.paecon.net/PAEReview/issue84/whole84.pdf>

[9] J. M. Keynes (1933) “National Self-Sufficiency”, in D. Muggeridge, ed., *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. 21, London: Macmillan and Cambridge University Press.

[10] For critical discussion and the latest revision of the ISEW, see, Clifford W. Cobb and John B. Cobb, Jr., et al., *The Green National Product*, University Press of America, New York, 1994. For a presentation of the ISEW see Appendix of *For the Common Good*, H. Daly and J. Cobb, Boston: Beacon Press, 1989; second edition 1994. See also Clifford W. Cobb, et al., “If the GDP is Up, Why is America Down?”, *Atlantic Monthly*, October, 1995. See also Manfred Max-Neef, *Economic Growth and Quality of Life: A Threshold Hypothesis*, *Ecological Economics*, 15, (1995), pp. 115-118. More recently the *Lancet* medical journal (NYT, Oct. 19, 2017) finds that the financial costs from pollution are some \$4.6 trillion annually, about 6.2% of the global economy. If annual growth in Gross World Product is around 2.2%, and cost due to pollution is 6.2%, then with reasonable accounting we would have a net financial decline of some 4% annually. If that financial decline represents welfare loss, and it surely does since we are talking about reduced health and life expectancy, then the benefits of production growth are being more than cancelled out by the costs of the pollution generated by that growth. In other words, so-called “economic” growth has become uneconomic. That seems to have escaped the notice of economists.

[11] A.N. Whitehead, *The Function of Reason*, Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1929, p.12. 22

Commentaires

Paul Blume

